

AME : 1 milliard par an, ça va continuer encore longtemps ? Réforme annoncée pour octobre (mon œil !)

écrit par Jules Ferry | 20 août 2019

Comment Macron prépare la rentrée au fort de Brégançon



Aide Médicale d'Etat : Macron fait mine de préparer une réforme; il faut calmer les Français sur ce sujet explosif. Mais que c'est lent, que c'est laborieux ! Que de détours, de circonvolutions... Gageons que la montagne va probablement accoucher d'une souris...

Début août, Libé se faisait peur sur le sujet de l'AME et de ses migrants chéris.

« Va-t-on assister à une nouvelle offensive contre l'Aide médicale d'Etat (AME), ce dispositif permettant aux étrangers en situation irrégulière de bénéficier d'une prise en charge médicale et hospitalière, déjà réduite et sous conditions ? Selon le Monde de jeudi, l'Inspection générale des finances (IGF) et l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) doivent rendre en octobre un rapport sur cette aide qui bénéficie à quelque 300 000 personnes pour un coût annuel d'environ un milliard d'euros. La tonalité des auditions laisserait peu de doutes quant aux visées politiques des rapporteurs, qui pourraient, lors de l'examen parlementaire du

budget 2020, proposer des pistes d'économies. **Christian Reboul**, référent migration, droit et santé, au sein de l'association Médecins du monde, **s'inquiète des conséquences en termes de santé publique (...)** »

Le même Christian Reboul affirmant dans l'interview :

L'AME n'a pas toujours existé. Ce n'est qu'en 1993, avec les lois Pasqua, que l'accès à l'assurance-maladie a été conditionné à la régularité du séjour. **Il faut réintégrer les bénéficiaires de l'AME dans le régime général pour faciliter leur accès aux soins et permettre une prise en charge plus précoce. Ce système parallèle contribue aussi à leur stigmatisation.** « **C'est catastrophique** » déclare-t-il dans un autre journal.

((Ah, on peut en faire, des choses, avec l'argent des autres !)))

https://www.liberation.fr/france/2019/08/01/s-en-prendre-a-l-a-me-causerait-des-renoncements-aux-soins_1743272

L'Huma, nuancée comme à son habitude, titrait :

ACCÈS AUX SOINS.

« UNE RÉFORME DE L'AME METTRAIT LA SANTÉ PUBLIQUE EN DANGER »

Les assos sont bien-sûr montées au créneau tout ce mois d'août.

Si jamais **l'État** décidait de réformer ce dispositif réservé aux personnes se trouvant en situation irrégulière, « **il prendrait la responsabilité d'ordonner une double discrimination contre des populations stigmatisées à la fois par leur statut d'étrangers, et par un type spécifique de troubles** relevant de la santé mentale », considère le SPH qui en conclut que ce projet attaquerait « de manière ciblée un

droit constitutionnel à la protection de la santé ».

<https://www.whatsupdoc-lemag.fr/article/ame-laces-aux-soins-psychiatriques-des-migrants-menace>

Mais va-t-il vraiment se passer quelque-chose ? Indices avec l'article du Figaro sur la question...

On voit bien dans l'[article du Figaro](#) (reproduit en bas du présent texte), traitant du sujet d'une possible réforme de l'AME, que l'enfumage politico-médiatique continue, et qu'il ne va probablement rien se passer de bien révolutionnaire. Le gouvernement craint surtout l'opinion. La rentrée s'annonce chaude et les municipales approchent.

Dans cet article apparaît en filigrane toute la stratégie vicieuse des responsables politiques et des médias pour étouffer le sujet, main dans la main, et botter en touche tout en faisant mine d'aborder sérieusement les questions épineuses.

On évoque le problème vite fait :

« L'AME représente une dépense de plus d'un milliard d'euros par an ».

Oui, bon...Mais on continue à manœuvrer avec les mêmes grosses ficelles pour emberlificoter l'opinion.

Recette N° 1

Laisser croire que Macron travaille d'arrache-pied sur le sujet et qu'il a pris la mesure des choses.

Dans l'éditorial du même numéro, [un récit, soi-disant en exclusivité](#) (!) sur la préparation de la rentrée. (Merci, les fausses « paparazades » et autres scoops pilotés par Macron-menteur pour sa communication, [on connaît, voir ici](#))

Comment Macron prépare la rentrée au fort de Brégançon



Le chef de l'État s'éloigne rarement de ses dossiers et se ménage de longues plages de travail quotidien. *«Brégançon est aussi un lieu de travail»*, rappelle l'un de ses proches. Une sorte d'Élysée-sur-Mer où, si le décor change, l'intensité reste la même. *«Il est parti avec beaucoup de parapheurs. Il lit des notes, donne des arbitrages, formule des recommandations, raconte une conseillère. Il veut profiter de ce temps plus long et moins chargé des vacances pour travailler en profondeur.»*

Quel regard critique sur la politique macronienne de la part des journalistes ! Même lèche du pouvoir que dans les années 1940 !

Sur notre sujet de l'AME :

« Le gouvernement semble vouloir prendre à bras-le-corps le sujet explosif de l'AME qui représente une dépense de plus d'un milliard d'euros par an. »

Comprendre : Sujet explosif car les Français vont peut-être commencer à se rebeller (municipales dans 7 mois...). Il est urgent d'éteindre le feu !

« Le gouvernement vient de demander deux rapports sur l'aide médicale d'État (AME) et autres charges au bénéfice des étrangers en situation irrégulière... L'un à l'Inspection générale des finances, l'autre à l'Inspection générale des affaires sociales ».

« Deux rapports! C'est dire si le gouvernement veut y voir clair ».

« Il a besoin d'une mise à plat d'un système très organisé de dérive des fonds publics ».

Commentaire :

On va probablement prendre quelques mesures techniques. Rebaptiser l'AME par exemple. Ou ventiler autrement les

dépenses pour diluer les chiffres et noyer le poisson. Enterrer, étouffer, détourner, les experts savent faire.

Recette N°2

Trouver des boucs émissaires: « *C'est pas moi (dit le politique -via les journalistes- lui qui est pourtant payé pour prendre les décisions et en endosser les responsabilités), c'est la faute à X... »*

Et voilà qu'on nous montre du doigt le « **poïds du lobby immigrationniste, qui vit de subventions de l'État et des collectivités** ».

((Exemple avec l'association Act Up (le fameux « lobby immigrationniste » ! Ha, Ha !!!))

Act Up, c'est quelques dizaines de militants à tout casser ! Comme si c'était Act Up (qui reçoit des subventions mais ne décide de rien) qui faisait la pluie et le beau temps en France. **Au fait qui est à l'Elysée ? Qui devrait plutôt rendre des comptes sur l'immigration et son coût ?**

« *Or, l'opacité de ce système, qui n'est plus maîtrisé et ne fait l'objet d'aucun contrôle réel, profite non seulement aux migrants clandestins, mais à différents acteurs, dont les 29 associations (toujours les mêmes, Act Up, Gisti, Aides, Cimade, MSF, etc.) constituées en réseau – l'Observatoire du droit à la santé des étrangers. Lequel s'oppose frontalement à toute idée de réforme. »*

Gonflée la manœuvre mais classique et efficace, puisque en citant des noms d'associations repoussoirs auprès des lecteurs, on les fait adhérer à la thèse. Si le Figaro dit que le gouffre de l'AME est dû à Act Up, c'est donc vrai. **Et tapons sur Act Up et consors au lieu de s'attaquer aux causes du problème.**

Recette N° 3

Détourner l'attention. Déplacer le problème en se lamentant sur un bout de caillou le plus reculé de la Terre, sensé être responsable de tous les maux du pays. En plus, [le site ameli de l'assurance maladie précise](#) : « À noter que l'AME n'est pas applicable à Mayotte ». C'est un autre dispositif. Bref...

« Le cas extravagant de Mayotte. »

« Il y a vingt ans, sous Lionel Jospin, les bénéficiaires étaient au nombre de 150.000. Dix ans plus tard, ils étaient 200.000. Depuis 2011, ce nombre a encore augmenté de 140.000! Et la dépense avec... Les dernières données disponibles (loi de finances 2019) portent l'aide médicale d'Etat à 935 millions d'euros (y compris les «urgences»). Or, l'addition réelle est bien supérieure. »

Recette N° 4 : inventer des obstacles (techniques, humains, juridiques...)

« Ah mais c'est trop compliqué... » :

« Un système très organisé de dérive des fonds publics »...

« Or, l'opacité de ce système... » empêche...

Et les gens gobent la tactique ! Comme si le « système » était indépendant des décisions politiques !

Pourtant les réponses sont bien tranchées quand il s'agit d'argent pour Pierre, Paul, Jacques, la société sait dire oui ou non.

Bref, rien de nouveau sous le soleil. On peut parier qu'on va continuer à payer. Il faut simplement faire avaler la pilule aux Français.

L'article se conclut par cette phrase :

« L'impératif de trouver des économies budgétaires va peut-être fournir un début de réponse. Enfin! ».

Encore des promesses ! On demande à voir ! Roulement de tambours jusqu'en octobre...

L'article.

CHRONIQUE – Le gouvernement semble vouloir prendre à bras-le-corps le sujet explosif de l'AME qui représente une dépense de

plus d'un milliard d'euros par an.

Émoi et mobilisation du lobby immigrationniste: le gouvernement vient de demander deux rapports sur l'aide médicale d'État (AME) et autres charges au bénéfice des étrangers en situation irrégulière... L'un à l'Inspection générale des finances, l'autre à l'Inspection générale des affaires sociales.

Deux rapports! C'est dire si le gouvernement veut y voir clair. En réalité, il sait très bien de quoi il retourne, mais il a besoin d'une mise à plat d'un système très organisé de dérive des fonds publics. Or, l'opacité de ce système, qui n'est plus maîtrisé et ne fait l'objet d'aucun contrôle réel, profite non seulement aux migrants clandestins, mais à différents acteurs, dont les 29 associations (toujours les mêmes, Act Up, Gisti, Aides, Cimade, MSF, etc.) constituées en réseau – l'Observatoire du droit à la santé des étrangers. Lequel s'oppose frontalement à toute idée de réforme.

Comme toujours, les pires dérapages sont justifiés par les meilleures intentions

Avant même les observations des deux rapports demandés pour le mois de septembre, Claude Goasguen, député LR de Paris, qui travaille depuis dix ans sur le sujet (auteur des seuls rapports parlementaires existants), estime que les coûts générés par le système se situent «bien au-delà du milliard d'euros», et que celui-ci est trois à quatre fois plus coûteux que chez nos voisins allemands, déjà généreux dans ce domaine...

Comme toujours, les pires dérapages sont justifiés par les meilleures intentions. Droite et gauche y ont prêté la main depuis vingt ans. À l'origine, il s'agissait de remplir un «devoir sanitaire» à l'égard des migrants, d'une mission de prophylaxie et de protection contre les maladies infectieuses dont ces populations étrangères pouvaient être porteuses. Comme il s'agissait d'immigrés clandestins, ce n'est pas la Sécurité sociale qui devait les prendre en charge, mais l'État – qui payait donc directement leurs dépenses médicales et hospitalières.

Le cas extravagant de Mayotte.

Il y a vingt ans, sous Lionel Jospin, les bénéficiaires étaient au nombre de 150.000. Dix ans plus tard, ils étaient 200.000. Depuis 2011, ce nombre a encore augmenté de 140.000! Et la dépense avec... Les dernières données disponibles (loi de finances 2019) portent l'aide médicale d'Etat à 935 millions d'euros (y compris les «urgences»). Or, l'addition réelle est bien supérieure.

Les demandeurs d'asile (qui sont au départ des clandestins) sont, eux, pris en charge par la Sécurité sociale – or ceux-ci, qui étaient 80.000 il y a quatre ans, ont été 122.000 l'an dernier

Claude Goasguen vous dira par exemple qu'il faut y ajouter le cas extravagant de Mayotte où les diverses urgences des Comoriens (notamment les accouchements de leurs femmes), arrivés clandestinement au centre hospitalier local, représentent quelque 100 millions! Ce n'est pas tout: les demandeurs d'asile (qui sont au départ des clandestins) sont, eux, pris en charge par la Sécurité sociale – or ceux-ci, qui étaient 80.000 il y a quatre ans, ont été 122.000 l'an dernier! Enfin, le cas de la Guyane est en soi une démonstration: ce département (0,4 % de la population française) consomme 8 % des crédits de l'AME. Les Français seront ravis d'apprendre qu'ils paient ainsi les dépenses médicales des sans-papiers venus du Suriname, d'Haïti et même du Brésil!

Pour mettre le gouvernement devant ses responsabilités, les sénateurs avaient rogné les crédits de l'AME de 300 millions pour cette année. Matignon les avait aussitôt rétablis. Pourquoi? Le poids du lobby immigrationniste, qui vit de subventions de l'État et des collectivités, n'explique pas tout. L'impératif de trouver des économies budgétaires va peut-être fournir un début de réponse. Enfin!